

Pour réindustrialiser, il ne faut pas jouer contre son camp

L'épargne très abondante des ménages finance les déficits publics. Cela rend presque impossible l'augmentation pourtant indispensable des dépenses de recherche des entreprises et des investissements.

Par [Jean Peyrelevade](#) (économiste, chroniqueur aux « Echos »)

Publié le 17 oct. 2023 à 16:20 Mis à jour le 17 oct. 2023 à 16:49

La France, on le sait, s'est massivement désindustrialisée depuis un demi-siècle : de 1970 à 2021, la part en valeur de l'industrie dans le PIB est passée de 23 % à 10 %, et celle dans l'emploi de 29 à 11 %. Nous avons ainsi décroché par rapport à l'Allemagne, où la part de l'industrie dans le PIB (20 %) est le double de la nôtre, et même par rapport à l'Italie (14 %) et à l'Espagne (12 %). Nous avons de ce fait perdu plus de 2,2 millions d'emplois, soit la moitié des emplois industriels.

Cette situation a des conséquences évidemment très négatives. Une partie des emplois disparus résulte certes des progrès de productivité dans les secteurs les plus dynamiques. Mais un tiers au moins proviennent d'un défaut de compétitivité qui s'est traduit, à partir du début des années 2000, par un déficit croissant et aujourd'hui particulièrement inquiétant de notre balance commerciale (3 à 4 % du PIB). La France consomme plus qu'elle ne produit car elle préfère investir dans les services que dans des usines.

Un tel mouvement ne se renverse pas de lui-même : une économie de services ayant une évolution de productivité moins favorable qu'une économie industrielle, la progression du pouvoir d'achat y est nécessairement plus lente. La réindustrialisation de notre pays est donc une nécessité absolue si nous voulons avoir la capacité de faire face aux défis qui nous attendent. Mais le verbe, ici encore, ne suffit pas. Seule l'action peut être déterminante.

Elle devrait se composer de deux volets. Le premier, à traiter au niveau national, est de nature macroéconomique. L'appareil productif français est celui qui, parmi tous les pays de l'OCDE, subit des prélèvements sociaux et fiscaux particulièrement élevés. Il faut donc les baisser, pour restaurer une compétitivité très amoindrie. Cela est difficile, tant est installée chez nos concitoyens l'idée que tout effort demandé par l'Etat doit, pour être accepté, se voir partagé entre les ménages et les entreprises.

Ou quand on voit à gauche l'ampleur des protestations contre les profits excessifs et les distributions exagérées de dividendes (en oubliant que les uns et les autres proviennent majoritairement des implantations à l'étranger de nos grandes multinationales et non pas de leurs implantations françaises). Ce qui s'appelle jouer contre son camp. Ce premier chantier, fondamental, est pour l'instant immobilisé.

S'intéresser aux ETI

Ainsi, l'augmentation des dépenses de recherche des entreprises, qu'il faudrait doper d'une vingtaine de milliards d'euros, et l'accroissement nécessaire des investissements sont-ils rendus presque impossibles : notre épargne, très abondante au niveau des ménages, finance les déficits publics.

Le deuxième volet est d'une nature très différente. Nos gouvernements successifs n'ont guère montré d'intérêt pour les PME et ETI (entreprise de taille intermédiaire). La politique industrielle a été confiée aux grands groupes qui, pour les raisons précédemment évoquées, ont eu une forte tendance à s'externaliser. Or, comme l'a écrit à juste titre Louis Gallois, il faut renforcer massivement le tissu industriel des PME et ETI à partir des territoires.

Qu'est-ce à dire ? Les usines de demain ne seront pas construites ou reconstruites dans le centre de Paris ou dans celui des grandes métropoles. C'est la France des bourgs, des villes moyennes, des 235 sous-préfectures qui les accueilleront, comme l'explique fort bien Fabien Verdier, maire de Châteaudun.

Car il faut disposer à la fois d'un espace suffisant et, à courte distance, des services publics nécessaires. D'ailleurs 70 % des emplois industriels se situent encore dans des communes de moins de 20.000 habitants. Ce sont donc ces villes moyennes, celles de la France dite à tort périphérique, qui, avec les classes sociales correspondantes, ont le plus souffert de la désindustrialisation. Ce phénomène explique pour une large part la fracturation injuste de la société française entre métropoles, où se situent sièges sociaux et services, et territoires.

Comment mettre au point un plan de réindustrialisation ? Vaste programme dont je ne suis pas certain qu'il corresponde aux capacités d'institutions très verticalisées. Comment mettre d'accord l'Etat, les régions, les départements et les arrondissements, lieux les plus concernés mais sans beaucoup de pouvoir où se situent les 235 sous-préfectures ? Il faut d'abord regarder, arrondissement par arrondissement, où sont les espaces disponibles qui se prêteraient à la création de zones industrielles.

Avec quelles aides pour accompagner les nouveaux investissements, financées par qui ? Mais pour que de nouvelles entreprises s'installent, il faut en outre s'assurer que les moyens de transport nécessaires seront là, que les services de santé, souvent disparus, soient à la hauteur des emplois créés, que les établissements scolaires et leurs programmes permettent la formation et la qualification de la main-d'oeuvre prévue. Or tous ces différents sujets, trop longtemps négligés, relèvent aujourd'hui de centres de décision différents et non coordonnés.

Oui, nous avons besoin de réindustrialiser la France, ses PME et ses ETI. Mais, contrairement à des intuitions trop rapides, cela passera non par les grandes villes mais par les territoires depuis longtemps négligés. Quel ministre de l'industrie aura le courage

de lancer le plan correspondant, difficile, peu spectaculaire mais décisif pour l'avenir de notre économie et de notre société ? Tout ne se fait pas à Paris, au contraire.

Jean Peyrelevade